CONVENTION NATIONALE.

RAPPORT

FAIT

A LA CONVENTION NATIONALE,

AU NOM DU COMITE DE SALUT PUBLIC,

Par le citoyen ROBESPIERRE, membre de ce comité ;

Sur la situation politique de la République ;

Le 27 Brumaire, l'an II de la République.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYENS REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

Nous appelons aujourd'hui l'attention de la convention nationale sur les plus grands intérêts de la patrie. Nous venons remettre sous vos yeux la situation de la république à l'égard des diverses puissances de la terre, et sur-tout des peuples que la nature et la raison attachent à notre cause ; mais que l'intrigue et la perfidie cherchent à ranger au nombre de nos ennemis.

Au sortir du chaos où les trahisons d'une cour criminelle et le règne des factions avoient plongé le gouvernement, il faut que les législateurs du peuple français fixent les principes de leur politique envers les amis et les ennemis de la république; il faut qu'ils déploient aux yeux de l'univers le véritable caractère de la nation qu'ils ont la gloire de représenter. Il est temps d'apprendre aux imbécilles qui l'ignorent, ou aux pervers qui feignent d'en douter, que la république française existe; qu'il n'y a de précaire dans le monde que le triomphe du crime et la durée du despotisme; il est temps que nos alliés se confient à notre sagesse et à notre fortune, autant que les tyrans armés contre nous redoutent notre courage et notre puissance.

La révolution française a donné une secousse au monde. Les élans d'un grand peuple vers la liberté devoient déplaire aux rois qui l'entouroient. Mais il y avoit loin de cette disposition secrète à la résolution périlleuse de déclarer la guerre au peuple français, et sur-tout à la ligue monstrueuse de tant de puissances essentiellement divisées d'intérêts.

Pour les réunir, il falloit la politique de deux cours dont l'influence dominoit toutes les autres; pour les enhardir, il falloit l'alliance du roi même des Français, et les trahisons de toutes les factions qui le caressèrent et le menacèrent tour-à-tour, pour régner sous son nom, ou pour élever un autre tyran sur les débris de sa puissance.

Les temps qui devoient enfanter le plus grand des prodiges de la raison devoient aussi être souillés par les derniers excès de la corruption humaine. Les crimes de la tyrannie accélérèrent les progrès de la liberté, et les progrès de la liberté multiplièrent les crimes de la tyrannie, en redoublant ses alarmes et ses fureurs. Il y a eu, entre le peuple et ses ennemis, une réaction continuelle, dont la violence progressive a opéré en peu d'années l'ouvrage de plusieurs siècles.

Il est connu aujourd'hui de tout le monde que la politique du cabinet de Londres contribua beaucoup à donner le premier branle à notre révolution. Ses projets étoient vastes; il vouloit, au milieu des orages politiques, conduire la France épuisée et démembrée à un changement de dynastie, et placer le duc d'Yorck sur le trône de Louis XVI. Ce projet devoit être favorisé par les intrigues et par la puissance de la maison d'Orléans, dont le chef, ennemi de la cour de France, étoit depuis longtemps étroitement lié avec celle d'Angleterre. Content des honneurs de la vengeance et du titre de beau-père du roi, l'insouciant Philippe auroit facilement consenti à finir sa carrière au sein du repos et de la volupté. L'exécution de ce plan devoit assurer à l'Angleterre les trois grands objets de son ambition ou de sa jalousie, Toulon, Dunkerque et nos Colonies. Maître à la fois de ces importantes possessions, maître de la mer et de

la France, le gouvernement anglais auroit bientôt forcé l'Amérique à rentrer sous la domination de George. Il est à remarquer que ce cabinet a conduit de front, en France et dans les Etats-unis, deux intrigues parallèles, qui tendoient au même but. Tandis qu'il cherchoit à séparer le midi de la France du nord, il conspiroit pour détacher les provinces septentrionales de l'Amérique des provinces méridionales; et comme on s'efforce encore aujourd'hui de fédéraliser notre république, on travaille à Philadelphie à rompre les liens de la confédération qui unissent les différentes portions de la république Américaine.

Ce plan étoit hardi. Mais le génie consiste moins à former des plans hardis qu'à calculer les moyens qu'on a de les exécuter. L'homme le moins propre à deviner le caractère et les ressources d'un grand peuple est peut-être celui qui est habile dans l'art de corrompre un parlement. Qui peut moins apprécier les prodiges qu'enfante l'amour de la liberté, que l'homme vil dont le métier est de mettre en jeu tous les vices des esclaves? Semblable à un enfant dont la main débile est blessée par une arme terrible qu'elle a l'imprudence de toucher, Pitt voulut jouer avec le peuple français, et il en a été foudroyé.

Pitt s'est grossièrement trompé sur notre révolution, comme Louis XVI et les aristocrates français, abusés par leur mépris pour le peuple; mépris fondé uniquement sur la conscience de leur propre bassesse. Trop immoral pour croire aux vertus républicaines, trop peu philosophe pour faire un pas vers l'avenir, le ministre de George étoit au dessous de son siècle; le siècle s'élançoit vers la liberté, et Pitt vouloit le faire rétrograder vers la barbarie et vers le despotisme. Aussi l'ensemble des événemens a trahi jusqu'ici ses rêves ambitieux; il a vu briser tour-à tour, par la force populaire, les divers instrumens dont il s'est servi; il a vu disparoître Necker, d'Orléans, Lafayette, Lameth, Dumouriez, Custine, Brissot et tous les pygmées de la Gironde. Le peuple français s'est dégagé jusqu'ici des fils de ses intrigues, comme Hercule d'une toile d'araignée.

Voyez comme chaque crise de notre révolution l'entraîne toujours au-delà du point où il vouloit l'arrêter; voyez avec quels pénibles efforts il cherche à faire reculer la raison publique et à entraver la marche de la liberté; voyez ensuite quels crimes prodigués pour la détruire. A la fin de 1792, il croyoit préparer insensiblement la chûte du roi Capet, en conservant le trône pour le fils de son maître; mais le 10 août a lui, et la république est fondée. C'est en vain que, pour l'étouffer dans son berceau, la faction Girondine, et tous les lâches émissaires des tyrans étrangers, appellent de toutes parts les serpens de la calomnie, le démon de la guerre civile, l'hydre du fédéra-

lisme, le monstre de l'aristocratie ; le 31 mai, le peuple s'éveille, et les traîtres ne sont plus. La convention se montre aussi juste que le peuple ; aussi grande que sa mission. Un nouveau pacte social est proclamé, cimenté par le vœu unanime des Français ; le génie de la liberté plane d'une aile rapide sur la surface de cet empire, en rapproche toutes les parties prêtes à se dissoudre, et le raffermit sur ses vastes fondemens.

Mais ce qui prouve à quel point le principal ministre de George III manque de génie, en dépit de l'attention dont nous l'avons honoré, c'est le système entier de son administration. Il a voulu sans cesse allier deux choses évidemment contradictoires, l'extension sans bornes de la prérogative royale, c'est-à-dire, le despotisme, avec l'accroissement de la prospérité commerciale de l'Angleterre : comme si le despotisme n'étoit pas le fléau du commerce ; comme si un peuple qui a eu quelqu'idée de la liberté pouvoit descendre à la servitude, sans perdre l'énergie qui seule peut être la source de ses succès. Pitt n'est pas moins coupable envers l'Angleterre, dont il a mille fois violé la constitution, qu'envers la France. Le projet même de placer un prince anglais sur le trône des Bourbons, étoit un attentat contre la liberté de son pays, puisqu'un roi d'Angleterre dont la famille régneroit en France et en Hanovre, tiendroit dans ses mains tous les moyens de l'asservir. Comment une nation qui a craint de remettre une armée entre les mains du roi, chez qui on a souvent agité la question si le peuple anglais devoit souffrir qu'il réunît à ce titre la puissance et le titre de duc de Hanovre ; comment cette nation rampe-t-elle sous le joug d'un esclave qui ruine sa patrie, pour donner des couronnes à son maître ? Au reste, je n'ai pas besoin d'observer que le cours des événemens imprévus de notre révolution a dû nécessairement forcer le ministère anglais à faire, selon les circonstances, beaucoup d'amendemens à ses premiers plans, multiplier ses embarras, et par conséquent ses noirceurs. Il ne seroit pas même étonnant que celui qui voulut donner un roi à la France, fût réduit aujourd'hui à épuiser ses dernières ressources pour conserver le sien, ou pour se conserver lui-même.

Dès l'année 1791, la faction anglaise et tous les ennemis de la liberté s'étoient apperçus qu'il existoit en France un parti républicain qui ne transigeroit pas avec la tyrannie, et que ce parti étoit le peuple. Les assassinats partiels, tels que ceux du Champ-de-Mars, de Nanci, leur paroissoient insuffisans pour le détruire ; ils résolurent de lui donner la guerre : de-là la monstrueuse alliance de l'Autriche et de la Prusse, et ensuite la ligue de toutes les puissances armées contre nous. Il seroit absurde d'attribuer principalement ce phénomène à l'influence des émigrés, qui fatiguèrent long-temps toutes les cours de leurs cla-

meurs impuissantes, et au crédit de la cour de France; il fut l'ouvrage de la politique étrangère, soutenue du pouvoir des factieux qui gouvernoient la France.

Pour engager les rois dans cette téméraire entreprise, il ne suffisoit pas d'avoir cherché à leur persuader que, hors un petit nombre de républicains, toute la nation haïssoit en secret le nouveau régime, et les attendoit comme des libérateurs; il ne suffisoit pas de leur avoir garanti la trahison de tous les chefs de notre gouvernement et de nos armées : pour justifier cette odieuse entreprise aux yeux de leurs sujets épuisés, il falloit leur épargner jusqu'à l'embarras de nous déclarer la guerre. Quand ils furent prêts, la faction dominante la leur déclara à eux-mêmes. Vous vous rappelez avec quelle astuce profonde elle sut intéresser au succès de ses perfides projets le courage naturel des Français et l'enthousiasme civique des sociétés populaires. Vous savez avec quelle impudence machiavélique ceux qui laissoient nos gardes nationales sans armes, nos places fortes sans munitions, nos armées entre les mains des traîtres, nous excitoient à aller planter l'étendard tricolor jusques sur les bornes du monde. Déclamateurs perfides, ils insultoient aux tyrans, pour les servir; d'un seul trait de plume, ils renversoient tous les trônes, et ajoutoient l'Europe à l'empire français : moyen sûr de hâter le succès des intrigues de nos ennemis, dans le moment où ils pressoient tous les gouvernemens de se déclarer contre nous.

Les partisans sincères de la république avoient d'autres pensées. Avant de briser les chaînes de l'univers, ils vouloient assurer la liberté de leur pays; avant de porter la guerre chez les despotes étrangers, ils vouloient la faire au tyran qui les trahissoit; convaincus d'ailleurs qu'un roi étoit un mauvais guide pour conduire un peuple à la conquête de la liberté universelle, et que c'est à la puissance de la raison, non à la force des armes, de propager les principes de notre glorieuse révolution.

Les amis de la liberté cherchèrent de tout temps les moyens les plus sûrs de la faire triompher : les agens de nos ennemis ne l'embrassent que pour l'assassiner. Tour à-tour extravagans ou modérés, prêchant la foiblesse et le sommeil où il faut de la vigilance et du courage, la témérité et l'exagération où il s'agit de prudence et de circonspection, ceux qui, à la fin de 1791, vouloient briser tous les sceptres du monde, sont les mêmes qui, au mois d'août 1792, s'efforcèrent de parer le coup qui fit tomber celui du tyran. Le char de la révolution roule sur un terrain inégal : ils ont voulu l'enrayer dans les chemins faciles; ils le précipitent avec violence dans les routes périlleuses; ils cherchent à le briser contre le but.

Tel est le caractère des faux patriotes, telle est la mission

des émissaires stipendiés par les cours étrangères. Peuple, tu pourras les distinguer à ces traits !

Voilà les hommes qui naguères encore régloient les relations de la France avec les autres nations. Reprenons le fil de leurs machinations.

Le moment étoit arrivé où le gouvernement britannique, après nous avoir suscité tant d'ennemis, avoit résolu d'entrer lui-même ouvertement dans la ligue ; mais le vœu national et le parti de l'opposition contrarioient ce projet du ministère. Brissot lui fit déclarer la guerre ; on la déclara en même temps à la Hollande ; on la déclara à l'Espagne, parce que nous n'étions nullement préparés à combattre ces nouveaux ennemis, et que la flotte espagnole étoit prête à se joindre à la flotte anglaise.

Avec quelle lâche hypocrisie les traîtres faisoient valoir de prétendues insultes à nos envoyés, concertées d'avance entre eux et les puissances étrangères ! Avec quelle audace ils invoquoient la dignité de la nation dont ils se jouoient insolemment !

Les lâches ! ils avoient sauvé le despote prussien et son armée ; ils avoient engraissé la Belgique du plus pur sang des Français ; ils parloient naguères de municipaliser l'Europe, et ils repoussoient les malheureux Belges dans les bras de leurs tyrans ; ils avoient livré à nos ennemis nos trésors, nos magasins, nos armes, nos défenseurs : sûr de leur appui, et fier de tant de crimes, le vil Dumouriez avoit osé menacer la liberté jusques dans son sanctuaire . . . . O patrie ! quelle divinité tutélaire a donc pu t'arracher de l'abyme immense creusé pour t'engloutir, dans ces jours de crimes et de calamités où, ligués avec tes innombrables ennemis, tes enfans ingrats plongeoient dans ton sein leurs mains parricides, et semboient se disputer tes membres épars, pour les livrer tout sanglans aux tyrans féroces conjurés contre toi ; dans ces jours affreux où la vertu étoit proscrite, la perfidie couronnée, la calomnie triomphante, où tes ports, tes flottes, tes armées, tes forteresses, tes administrateurs, tes mandataires, tout étoit vendu à tes ennemis ! Ce n'étoit point assez d'avoir armé les tyrans contre nous : on vouloit nous vouer à la haine des nations, et rendre la révolution hideuse aux yeux de l'univers. Nos journalistes étoient à la solde des cours étrangères, comme nos ministres et une partie de nos législateurs. Le despotisme et la trahison présentoient le peuple français à tous les peuples comme une faction éphémère et méprisable, le berceau de la république comme le repaire du crime ; l'auguste liberté étoit travestie en une vile prostituée. Pour comble de perfidie, les traîtres cherchoient à pousser le patriotisme même à des démarches inconsidérées, et préparoient eux mêmes la matière de leurs calomnies ; cou-

verts de tous les crimes, ils en accusoient la vertu qu'ils plongeoient dans les cachots, et chargeoient de leur propre extravagance les amis de la patrie qui en étoient les vengeurs ou les victimes. Graces à la coalition de tous les hommes puissans et corrompus, qui remettoient à-la fois dans des mains perfides tous les ressorts du gouvernement, toutes les richesses, toutes les trompettes de la renommée, tous les canaux de l'opinion, la république française ne trouvoit plus un seul défenseur dans l'Europe, et la vérité captive ne pouvoit trouver une issue pour franchir les limites de la France ou les murs de Paris.

Ils se sont attachés particulièrement à mettre en opposition l'opinion de Paris avec celle du reste de la république; et celle de la république entière avec les préjugés des nations étrangères. Il est deux moyens de tout perdre; l'un de faire des choses mauvaises par leur nature, l'autre de faire mal ou à contre-temps les choses même qui sont bonnes en soi. Ils les ont employés tour-à-tour; ils ont sur-tout manié les poignards du fanatisme avec un art nouveau. On a cru quelquefois qu'ils vouloient le détruire; ils ne vouloient que l'armer, et repousser par les préjugés religieux ceux qui étoient attirés à notre révolution par les principes de la morale et du bonheur public.

Dumouriez, dans la Belgique, excitoit nos volontaires nationaux à dépouiller les églises et à jouer avec les saints d'argent; et le traître publioit en même-temps des manifestes religieux dignes du pontife de Rome, qui vouoient les Français à l'horreur des Belges et du genre humain. Brissot aussi déclamoit contre les prêtres, et il favorisoit la rebellion des prêtres du midi et de l'ouest.

Combien de choses le bon esprit du peuple a tournées au profit de la liberté, que les perfides émissaires de nos ennemis avoient imaginées pour la perdre.

Cependant le peuple français, seul dans l'univers, combattoit pour la cause commune. Peuples alliés de la France, qu'êtes-vous devenus? n'étiez-vous que les alliés du roi, et non ceux de la nation? Américains, est-ce l'automate couronné, nommé Louis XVI, qui vous aida à secouer le joug de vos oppresseurs, ou bien nos bras et nos armées? Est-ce le patrimoine d'une cour méprisable qui vous alimentoit, ou bien les tributs du peuple français, et les productions de notre sol favorisé des cieux? Non, citoyens, nos alliés n'ont point abjuré les sentimens qu'ils nous doivent: mais s'ils ne se sont point détachés de notre cause, s'ils ne se sont pas rangés même au nombre de nos ennemis, ce n'est point la faute de la faction qui nous tyrannisoit.

Par une fatalité bizarre, la république se trouve encore représentée auprès d'eux par les agens des traîtres qu'elle a punis. Le beau-frère de Brissot est le consul général de la France près

les États-Unis. Un autre homme, nommé Genest, envoyé par Lebrun et par Brissot à Philadelphie en qualité d'agent plénipotentiaire, a rempli fidellement les vues et les instructions de la faction qui l'a choisi. Il a employé les moyens les plus extraordinaires pour irriter le gouvernement américain contre nous; il a affecté de lui parler, sans aucun prétexte, avec le ton de la menace, et de lui faire des propositions également contraires aux intérêts des deux nations ; il s'est efforcé de rendre nos principes suspects ou redoutables, en les outrant par des applications ridicules. Par un contraste bien remarquable, tandis qu'à Paris ceux qui l'avoient envoyé persécutoient les sociétés populaires, dénonçoient comme des anarchistes les républicains luttant avec courage contre la tyrannie, Genest, à Philadelphie, se faisoit chef de club, ne cessoit de faire et de provoquer des motions aussi injurieuses qu'inquiétantes pour le gouvernement. C'est ainsi que la même faction qui en France vouloit réduire tous les pauvres à la condition d'Ilotes, et soumettre le peuple à l'aristocratie des riches, vouloit en un instant affranchir et armer tous les nègres pour détruire nos colonies.

Les mêmes manœuvres furent employées à la Porte, par Choiseul Gouffier et par son successeur. Qui croiroit que l'on a établi des clubs français à Constantinople, que l'on y a tenu des assemblées primaires? On sent que cette opération ne pouvoit être utile ni à notre cause, ni à nos principes; mais elle étoit faite pour alarmer ou pour irriter la cour ottomane. Le Turc, l'ennemi nécessaire de nos ennemis, l'utile et fidèle allié de la France, négligé par le gouvernement français, circonvenu par les intrigues du cabinet britannique, a gardé jusqu'ici une neutralité plus funeste à ses propres intérêts qu'à ceux de la république française. Il paroît néanmoins qu'il est prêt à se réveiller; mais si, comme on l'a dit, le divan est dirigé par le cabinet de Saint-James, il ne portera point ses forces contre l'Autriche, notre commun ennemi, qu'il lui seroit si facile d'accabler, mais contre la Russie, dont la puissance intacte peut devenir encore une fois l'écueil des armées ottomanes.

Il est un autre peuple uni à notre cause par des liens non moins puissans, un peuple dont la gloire est d'avoir brisé les fers des mêmes tyrans qui nous font la guerre, un peuple dont l'alliance avec nos rois offroit quelque chose de bizarre, mais dont l'union avec la France républicaine est aussi naturelle qu'imposante; un peuple enfin que les Français libres peuvent estimer : je veux parler des Suisses. La politique de nos ennemis a jusqu'ici épuisé toutes ses ressources pour les armer contre nous; l'imprudence, l'insouciance, la perfidie, ont concouru à les seconder. Quelques petites violations de territoire, des chicanes inutiles et minutieuses, des injures gratuites insérées

dans les journaux, une intrigue très-active, dont les principaux foyers sont Genève, le Mont-Terrible, et certains comités ténébreux qui se tiennent à Paris, composés de banquiers, d'étrangers et d'intrigans couverts d'un masque de patriotisme; tout a été mis en usage pour les déterminer à grossir la ligue de nos ennemis.

Voulez-vous connoître par un seul trait toute l'importance que ceux-ci mettent au succès de ces machinations, et en même-temps toute la lâcheté de leurs moyens? il suffira de vous faire part du bizarre stratagême que les Autrichiens viennent d'employer. Au moment où j'avois terminé ce rapport, le comité de salut public a reçu la note suivante, remise à la chancellerie de Bâle.

« C'est le 18 du mois d'octobre que l'on a agité au comité de salut public la question de l'invasion de Neufchâtel. La discussion a été fort animée: elle a duré jusqu'à deux heures après minuit. Un membre de la minorité s'y est seul opposé. L'affaire n'a été suspendue que parce que Saint-Just, qui en est le rapporteur, est parti pour l'Alsace: mais on sait de bonne part actuellement, que l'invasion de Neufchâtel est résolue par le comité. »

Il est bon de vous observer que jamais il n'a été question de Neufchâtel au comité de salut public.

Cependant, il paroît qu'à Neufchâtel on a été alarmé par ces impostures grossières de nos ennemis, comme le prouve une lettre, en date du 6 novembre (vieux style), adressée à notre ambassadeur en Suisse, au nom de l'état de Zurick, par le bourguemestre de cette ville. Cette lettre, en communiquant à l'agent de la république les inquiétudes qu'a montrées la principauté de Neufchâtel, contient les témoignages les plus énergiques de l'amitié du canton de Zurick pour la nation française, et de sa confiance dans les intentions du gouvernement.

Croiriez-vous que vos ennemis ont encore trouvé le moyen de pousser plus loin l'impudence ou la stupidité? Eh bien! il faut vous dire qu'au moment où je parle, les gazettes allemandes ont répandu par-tout la nouvelle que le comité de salut public avoit résolu de faire déclarer la guerre aux Suisses, et que je suis chargé, moi, de vous faire un rapport pour remplir cet objet.

Mais, afin que vous puissiez apprécier encore mieux la foi anglaise et autrichienne, nous vous apprendrons qu'il y a plus d'un mois, il avoit été fait, au comité de salut public, une proposition qui offroit à la France un avantage infiniment précieux dans les circonstances où nous étions: pour l'obtenir, il ne s'agissoit que de faire une invasion dans un petit état enclavé dans notre territoire, et allié de la Suisse; mais cette

proposition étoit injuste, et contraire à la foi des traités ; nous la rejetâmes avec indignation.

Au reste, les Suisses ont su éviter les piéges que leur tendoient nos ennemis communs ; ils ont facilement senti que les griefs qui pouvoient s'être élevés étoient en partie l'effet des mouvemens orageux, inséparables d'une grande révolution, en partie celui d'une malveillance également dirigée contre la France et contre les cantons. La sagesse helvétique a résisté à la-fois aux sollicitations des Français fugitifs, aux caresses perfides de l'Autriche, et aux intrigues de toutes les cours coalisées. Quelques cantons se sont bornés à présenter amicalement leurs réclamations au gouvernement français ; le comité de salut public s'en étoit occupé d'avance. Il a résolu, non-seulement de faire cesser les causes des justes griefs que ce peuple estimable peut avoir, mais de lui prouver, par tous les moyens qui peuvent se concilier avec la défense de notre liberté, les sentimens de bienveillance et de fraternité dont la nation française est animée envers les autres peuples, et sur-tout envers ceux que leur caractère rend dignes de son alliance. Il suivra les mêmes principes envers toutes les nations amies ; il vous proposera des mesures fondées sur cette base. Au reste, la seule exposition que je viens de faire de vos principes, la garantie des maximes raisonnables qui dirigent notre gouvernement, déconcertera les trames ourdies dans l'ombre depuis long-temps. Tel est l'avantage d'une république puissante ; sa diplomatie est dans sa bonne foi ; et comme un honnête homme peut ouvrir impunément à ses concitoyens son cœur et sa maison, un peuple libre peut dévoiler aux nations toutes les bases de sa politique.

Quel que soit le résultat de ce plan de conduite, il ne peut être que favorable à notre cause ; et s'il arrivoit qu'un génie ennemi de l'humanité poussât le gouvernement de quelques nations neutres dans le parti de nos ennemis communs, il trahiroit le peuple qu'il régit, sans servir les tyrans. Du moins nous serions plus forts contre lui de sa propre bassesse et de notre loyauté ; car la justice est une grande partie de la puissance.

Mais il importe dès ce moment d'embrasser d'une seule vue le tableau de l'Europe ; il faut nous donner ici le spectacle du monde politique qui s'agite autour de nous et à cause de nous.

Dès le moment où on forma le projet d'une ligue contre la France, on songea à intéresser les diverses puissances par un projet de partage de cette belle contrée : ce projet est aujourd'hui prouvé, non-seulement par les événemens, mais par des pièces authentiques. A l'époque où le comité de salut public fut formé, un plan d'attaque et de démembrement de la France,

projeté par le cabinet britannique, fut communiqué aux membres qui le composoient alors. On y fit peu d'attention dans ce temps là, parce qu'il paroissoit peu vraisemblable, et que la défiance pour ces sortes de confidences est assez naturelle. Les faits, depuis cette époque, les vérifièrent chaque jour.

L'Angleterre ne s'étoit pas oubliée dans ce partage; Dunkerque, Toulon, les colonies, sans compter la chance de la couronne pour le duc d'Yorck, à laquelle on ne renonçoit pas, mais dont on sacrifioit les portions qui devoient former le lot des autres puissances. Il n'étoit pas difficile de faire entrer dans la ligue le Stathouder de Hollande, qui, comme on sait, est moins le prince des Bataves que le sujet de sa femme, et par conséquent de la cour de Berlin.

Quant au phénomène politique de l'alliance du roi de Prusse lui même avec le chef de la maison d'Autriche, nous l'avons déja expliqué. Comme deux brigands qui se battoient pour partager les dépouilles d'un voyageur qu'ils ont assassiné, oublient leur querelle pour courir ensemble à une nouvelle proie, ainsi le monarque de Vienne et celui de Berlin suspendirent leurs anciens différens pour tomber sur la France, et pour dévorer la république naissante. Cependant, le concert apparent de ces deux puissances cache une division réelle.

L'Autriche pourroit bien être ici la dupe du cabinet Prussien et de ses autres alliés.

La maison d'Autriche, épuisée par les extravagances de Joseph II et de Léopold, jetée depuis long-temps hors des règles de la politique de Charles Quint, de Philippe II et des vieux ministres de Marie-Thérèse; l'Autriche, gouvernée aujourd'hui par les caprices et par l'ignorance d'une cour d'enfans, expire dans le Hainaut français et dans la Belgique. Si nous ne la secondons pas nous-mêmes par notre imprudence, ses derniers efforts contre la France peuvent être regardés comme les convulsions de son agonie. Déja l'impératrice de Russie et le roi de Prusse viennent de partager la Pologne sans elle, et lui ont présenté, pour tout dédommagement, les conquêtes qu'elle feroit en France avec leur secours; c'est-à-dire, la Lorraine, l'Alsace et la Flandre française. L'Angleterre encourage sa folie, pour nous ruiner, en la perdant elle-même. Elle cherche à ménager ses forces aux dépens de son allié, et marche à son but particulier, en lui laissant, autant qu'il est possible, tout le poids de la guerre. D'un autre côté, le Roussillon, la Navarre Française et les départemens limitrophes de l'Espagne ont été promis à sa majesté catholique.

Il n'y a pas jusqu'au petit roi Sarde que l'on n'ait bercé de l'espoir de devenir un jour le roi du Dauphiné, de la Provence, et des pays voisins de ses anciens états.

Que pouvoit-on offrir aux puissances d'Italie, qui ne peuvent survivre à la perte de la France? Rien. Elles ont long-temps résisté aux sollicitations de la ligue; mais elles ont cédé à l'intrigue, ou plutôt aux ordres du ministère anglais, qui les menaçoit des flottes de l'Angleterre. Le territoire de Gènes a été le théâtre d'un crime dont l'histoire de l'Angleterre peut seule offrir un exemple. Des vaisseaux de cette nation, joints à des vaisseaux français livrés par les traîtres de Toulon, sont entrés dans le port de Gènes; aussitôt les scélérats qui les montoient, Anglois et Français rebelles, se sont emparés des bâtimens de la république qui étoient dans ce port sous la sauve-garde du droit des gens; et tous les Français qui s'y trouvoient ont été égorgés. Qu'il est lâche, ce sénat de Gènes, qui n'est pas mort tout entier pour prévenir ou pour venger cet outrage, qui a pu trahir à-la-fois l'honneur, le peuple génois et l'humanité entière!

Venise, plus puissante et en même temps plus politique, a conservé une neutralité utile à ses intérêts. Florence, celui de tous les états d'Italie à qui le triomphe de nos ennemis seroit le plus fatal, a été enfin subjuguée par eux, et entraînée malgré elle à sa ruine. Ainsi le despotisme pèse jusques sur ses complices, et les tyrans armés contre la république sont les ennemis de leurs propres alliés. En général, les puissances italiennes sont peut-être plus dignes de la pitié que de la colère de la France: l'Angleterre les a recrutées comme ses matelots; elle a exercé la presse contre les peuples d'Italie. Le plus coupable des princes de cette contrée est ce roi de Naples, qui s'est montré digne du sang des Bourbons, en embrassant leur cause. Nous pourrons un jour vous lire à ce sujet une lettre écrite de sa main à son cousin le catholique, qui servira du moins à vous prouver que la terreur n'est point étrangère au cœur des rois ligués contre nous. Le pape ne vaut pas l'honneur d'être nommé.

L'Angleterre a aussi osé menacer le Danemarck par ses escadres, pour le forcer à accéder à la ligue; mais le Danemarck, régi par un ministre habile, a repoussé avec dignité ses insolentes sommations.

On ne peut lier qu'à la folie la résolution qu'avoit prise le roi de Suède, Gustave III, de devenir le généralissime des rois coalisés. L'histoire des sottises humaines n'offre rien de comparable au délire de ce moderne Agamemnon, qui épuisoit ses états, qui abandonnoit sa couronne à la merci de ses ennemis, pour venir à Paris affermir celle du roi de France.

Le régent, plus sage, a mieux consulté les intérêts de son pays et les siens; il s'est renfermé dans les termes de la neutralité.

De tous les fripons décorés du nom de roi, d'empereur, de ministre, de politique, on assure, et nous ne sommes pas

éloignés de le croire, que le plus adroit est Catherine de Russie, ou plutôt ses ministres ; car il faut se défier du charlatanisme de ces réputations lointaines et impériales, prestige créé par la politique. La vérité est que sous la vieille impératrice, comme sous toutes les femmes qui tiennent le sceptre, ce sont les hommes qui gouvernent. Au reste, la politique de la Russie est impérieusement déterminée par la nature même des choses. Cette contrée présente l'union de la férocité des hordes sauvages, avec les vices des peuples civilisés. Les dominateurs de la Russie ont un grand pouvoir et de grandes richesses : ils ont le goût, l'idée, l'ambition du luxe et des arts de l'Europe, et ils règnent dans un climat de fer ; ils éprouvent le besoin d'être servis et flattés par des Athéniens, et ils ont pour sujets des Tartares : ces contrastes de leur situation ont nécessairement tourné leur ambition vers le commerce, aliment du luxe et des arts, et vers la conquête des contrées fertiles qui les avoisinent à l'Ouest et au Midi. La cour de Pétersbourg cherche à émigrer des tristes pays qu'elle habite, dans la Turquie Européenne et dans la Pologne, comme nos jésuites et nos aristocrates ont émigré des doux climats de la France dans la Russie.

Elle a beaucoup contribué à former la ligue des rois qui nous font la guerre, et elle en profite seule. Tandis que les puissances rivales de la sienne viennent se briser contre le rocher de la république française, l'impératrice de Russie ménage ses forces et accroît ses moyens ; elle promène ses regards avec une secrète joie, d'un côté sur les vastes contrées soumises à la domination ottomane, de l'autre sur la Pologne et sur l'Allemagne : par-tout elle envisage des usurpations faciles ou des conquêtes rapides ; elle croit toucher au moment de donner la loi à l'Europe ; du moins pourra-t-elle la faire à la Prusse et à l'Autriche ; et, dans les partages de peuples où elle admettoit les deux compagnons de ses augustes brigandages, qui l'empêchera de prendre impunément la part du lion ?

Vous avez sous les yeux le bilan de l'Europe et le vôtre, et vous pouvez déjà en tirer un grand résultat : c'est que l'Univers est intéressé à notre conservation. Supposons la France anéantie ou démembrée, le monde politique s'écroule. Otez cet allié puissant et nécessaire, qui garantissoit l'indépendance des médiocres états contre les grands despotes, l'Europe entière est asservie. Les petits princes germaniques, les villes réputées libres de l'Allemagne sont englouties par les maisons ambitieuses d'Autriche et de Brandebourg ; la Suède et le Danemarck deviennent tôt ou tard la proie de leurs puissans voisins ; le Turc est repoussé au-delà du Bosphore et rayé de la liste des puissances européennes ; Venise perd ses richesses, son commerce et sa considération ; la Toscane, son existence : Gènes est effacée ; l'Italie n'est plus que le jouet des despotes qui l'en-

tourent ; la Suisse est réduite à la misère, et ne recouvre plus l'énergie que son antique pauvreté lui avoit donnée ; les descendans de Guillaume Tell succomberoient sous les efforts des tyrans humiliés et vaincus par leurs aïeux. Comment oseroient-ils invoquer seulement les vertus de leurs pères et le nom sacré de la liberté, si la république française avoit été détruite sous leurs yeux ? Que seroit ce s'ils avoient contribué à sa ruine ? Et vous braves Américains, dont la liberté, cimentée par notre sang, fut encore garantie par notre alliance, quelle seroit votre destinée, si nous n'existions plus ? Vous retomberiez sous le joug honteux de vos anciens maîtres : la gloire de nos communs exploits seroit flétrie ; les titres de liberté, la déclaration des droits de l'humanité seroit anéantie dans les deux mondes.

Que dis-je ! que deviendroit l'Angleterre elle même ? l'éclat éblouissant d'un triomphe criminel couvriroit-il long temps sa détresse réelle et ses plaies invétérées ? Il est un terme aux prestiges qui soutiennent l'existence précaire d'une puissance artificielle. Quoi qu'on puisse dire, les véritables puissances sont celles qui possèdent la terre. Qu'un jour elles veuillent franchir l'intervalle qui les sépare d'un peuple purement maritime, le lendemain il ne sera plus. C'est en vain qu'une île commerçante croit s'appuyer sur le trident des mers, si ses rivages ne sont défendus par la justice et par l'intérêt des nations. Bientôt peut être nous donnerons au monde la démonstration de cette vérité politique. A notre défaut, l'Angleterre la donneroit elle-même. Déja odieuse à tous les peuples, enorgueillie du succès de ses crimes, elle forceroit bientôt ses rivaux à la punir.

Mais, avant de perdre son existence physique et commerciale, elle perdroit son existence morale et politique. Comment conserveroit-elle les restes de sa liberté, quand la France auroit perdu la sienne, quand le dernier espoir des amis de l'humanité seroit évanoui ? Comment les hommes attachés aux maximes de sa constitution telle quelle, ou qui en desirent la réforme, pourroient-ils lutter contre un ministère tyrannique, devenu plus insolent par le succès de ses intrigues, et qui abuseroit de sa prospérité pour étouffer la raison, pour enchaîner la pensée, pour opprimer la nation ?

Si un pays qui semble être le domaine de l'intrigue et de la corruption, peut produire quelques philosophes politiques, capables de connoître et de défendre ses véritables intérêts ; s'il est vrai que les adversaires d'un ministère pervers sont autre chose que des intrigans qui disputent avec lui d'habileté à tromper le peuple ; il faut convenir que les ministres anglais ne sauroient reculer trop loin la tenue de ce parlement, dont le fantôme semble troubler leur sommeil.

Ainsi la politique même des gouvernemens doit redouter la chûte de la république française; que sera ce donc de la philosophie et de l'humanité? Que la liberté périsse en France; la nature entière se couvre d'un voile funèbre, et la raison humaine recule jusqu'aux abymes de l'ignorance et de la barbarie. L'Europe seroit la proie de deux ou trois brigands, qui ne vengeroient l'humanité qu'en se faisant la guerre, et dont le plus féroce, en écrasant ses rivaux, nous ramèneroit au règne des Huns et des Tartares. Après un si grand exemple, et tant de prodiges inutiles, qui oseroit jamais déclarer la guerre à la tyrannie? Le despotisme, comme une mer sans rivages, se déborderoit sur la surface du globe; il couvriroit bientôt les hauteurs du monde politique, où est déposée l'arche qui renferme les chartres de l'humanité; la terre ne seroit plus que le patrimoine du crime; et ce blasphême reproché au second des Brutus, trop justifié par l'impuissance de nos généreux efforts, seroit le cri de tous les cœurs magnanimes: *O Vertu!* pourroient-ils s'écrier, *tu n'es donc qu'un vain nom!*

Oh! qui de nous ne sent pas agrandir toutes ses facultés; qui de nous ne croit pas s'élever au-dessus de l'humanité même, en songeant que ce n'est pas pour un peuple que nous combattons, mais pour l'univers, pour les hommes qui vivent aujourd'hui, mais pour tous ceux qui existeront? Plût au ciel que ces vérités salutaires, au lieu d'être renfermées dans cette étroite enceinte, pussent retentir en même temps à l'oreille de tous les peuples! au même instant les flambeaux de la guerre seroient étouffés, les prestiges de l'imposture disparoîtroient, les chaînes de l'univers seroient brisées, les sources des calamités publiques taries, tous les peuples ne formeroient plus qu'un peuple de frères, et vous auriez autant d'amis qu'il existe d'hommes sur la terre. Vous pouvez au moins les publier d'une manière plus lente à la vérité. Ce manifeste de la raison, cette proclamation solemnelle de vos principes, vaudra bien ces lâches et stupides diatribes que l'insolence des plus vils tyrans ose publier contre vous.

Au reste, dût l'Europe entière se déclarer contre vous, vous êtes plus forts que l'Europe. La république française est invincible comme la raison; elle est immortelle comme la vérité. Quand la liberté a fait une conquête telle que la France, nulle puissance humaine ne peut l'en chasser. Tyrans, prodiguez vos trésors, rassemblez vos satellites, et vous hâterez votre ruine. J'en atteste vos revers; j'en atteste sur-tout vos succès. Un port et deux ou trois forteresses achetées par votre or; voilà donc le digne prix des efforts de tant de rois, aidés pendant cinq années par les chefs de nos armées et par notre gouvernement même! Apprenez qu'un peuple que vous n'avez pu vaincre avec de tels moyens, est un peuple invincible. Despotes gé-

néreux, sensibles tyrans, vous ne prodiguez, dites vous, tant d'hommes et de trésors, que pour rendre à la France le bonheur et la paix?

Vous avez si bien réussi à faire le bonheur de vos sujets, que vos ames royales n'ont plus maintenant à s'occuper que du nôtre. Prenez garde, tout change dans l'univers: les rois ont assez long-temps châtié les peuples; les peuples, à leur tour, pourroient bien aussi châtier les rois.

Pour mieux assurer notre bonheur, vous voulez, dit-on, nous affamer, et vous avez entrepris le blocus de la France avec une centaine de vaisseaux: heureusement la nature est moins cruelle pour nous, que les tyrans qui l'outragent. Le blocus de la France pourroit bien n'être pas plus heureux que celui de Maubeuge et Dunkerque. Au reste, un grand peuple qu'on ose menacer de la famine, est un ennemi terrible; quand il lui reste du fer, il ne reçoit point de ses oppresseurs du pain et des chaînes; il leur donne la mort.

Et vous, représentans de ce peuple magnanime; vous qui êtes appelés à fonder, au sein de tous les orages, la première république du monde, songez que, dans quelques mois, elle doit être sauvée et affermie par vous.

Vos ennemis savent bien que s'ils pouvoient désormais vous perdre, ce ne seroit que par vous-mêmes. Faites, en tout, le contraire de ce qu'ils veulent que vous fassiez. Suivez toujours un plan invariable de gouvernement fondé sur les principes d'une sage et vigoureuse politique.

Vos ennemis voudroient donner à la cause sublime que vous défendez, un air de légèreté et de folie; soutenez-la avec toute la dignité de la raison. On veut vous diviser; restez toujours unis. On veut réveiller au milieu de vous l'orgueil, la jalousie, la défiance: ordonnez à toutes les petites passions de se taire. Le plus beau de tous les titres est celui que vous portez tous. Nous serons tous assez grands, quand tous nous aurons sauvé la patrie. On veut annuller et avilir le gouvernement républicain dans sa naissance; donnez-lui l'activité, le ressort et la considération dont il a besoin. Ils veulent que le vaisseau de la république flotte au gré des tempêtes, sans pilote et sans but; saisissez le gouvernail d'une main ferme, et conduisez-le, à travers les écueils, au port de la paix et du bonheur.

La force peut renverser un trône; la sagesse seule peut fonder une république. Démêlez les piéges continuels de nos ennemis; soyez révolutionnaires et politiques; soyez terribles aux méchans, et secourables aux malheureux; fuyez à la fois le cruel modérantisme et l'exagération systématique des faux patriotes: soyez dignes du peuple que vous représentez; le peuple hait tous les excès: il ne veut être ni trompé ni protégé, il veut qu'on le défende en l'honorant.

Portez la lumière dans l'antre de ces modernes Cacus, où l'on partage les dépouilles du peuple en conspirant contre sa liberté. Etouffez-les dans leurs repaires, et punissez enfin le plus odieux de tous les forfaits, celui de revêtir la contre-révolution des emblêmes sacrés du patriotisme, et d'assassiner la liberté avec ses propres armes.

Le période où vous êtes est celui qui est destiné à éprouver le plus fortement la vertu républicaine. A la fin de cette campagne, l'infame ministère de Londres voit d'un côté la ligue presque ruinée par ses efforts insensés, les armes de l'Angleterre déshonorées, sa fortune ébranlée, et la liberté assurée par le caractère de vigueur que vous avez montré : au-dedans, il entend les cris des Anglais mêmes, prêts à lui demander compte de ses crimes. Dans sa frayeur, il a reculé jusqu'au mois de janvier la tenue de ce parlement, dont l'approche l'épouvante. Il va employer ce temps à commettre parmi vous les derniers attentats qu'il médite, pour suppléer à l'impuissance de vous vaincre. Tous les indices, toutes les nouvelles, toutes les pièces saisies depuis quelque temps se rapportent à ce projet. Corrompre les représentans du peuple susceptibles de l'être, calomnier ou égorger ceux qu'ils n'ont pu corrompre, enfin arriver à la dissolution de la représentation nationale, voilà le but auquel tendent toutes les manœuvres dont nous sommes les témoins, tous les moyens patriotiquement contre-révolutionnaires que la perfidie prodigue pour exciter une émeute dans Paris, et bouleverser la république entière.

Représentans du peuple français, connoissez votre force et votre dignité. Vous pouvez concevoir un orgueil légitime. Applaudissez-vous non seulement d'avoir anéanti la royauté et puni les rois, abattu les coupables idoles devant qui le monde étoit prosterné; mais sur-tout de l'avoir étonné par un acte de justice dont il n'avoit jamais vu l'exemple, en promenant le glaive de la loi sur les têtes criminelles qui s'élevoient au milieu de vous, mais d'avoir écrasé jusques ici les factions sous le poids du niveau national.

Quel que soit le sort personnel qui vous attend, votre triomphe est certain. La mort même des fondateurs de la liberté n'est-elle pas un triomphe ? tout meurt, et les héros de l'humanité, et les tyrans qui l'oppriment ; mais à des conditions différentes.

Jusques sous le règne des lâches empereurs de Rome, la vénération publique couronnoit les images sacrées des héros qui étoient morts en combattant contre eux ; on les appeloit les derniers des Romains. Rome dégradée sembloit dire chaque jour au tyran : « Tu n'es point un homme ; nous-mêmes, nous avons perdu ce titre en tombant dans tes fers. Les seuls hommes, les seuls romains sont ceux qui ont eu le courage de

se dévouer pour délivrer la terre de toi ou de tes pareils. »

Pleins de ces idées, pénétrés de ces principes, nous seconderons votre énergie de tout notre pouvoir. En butte aux attaques de toutes les passions, obligés de lutter à la fois contre les puissances ennemies de la république et contre les hommes corrompus qui déchirent son sein, placés entre la lâcheté hypocrite et la fougue imprudente du zèle, comment aurions-nous osé nous charger d'un tel fardeau sans les ordres sacrés de la patrie ? Comment pourrions-nous le porter, si nous n'étions élevés au-dessus de notre foiblesse par la grandeur même de notre mission, si nous ne nous reposions avec confiance, et sur votre vertu, et sur le caractère sublime du peuple que vous représentez ?

L'un de nos devoirs les plus sacrés étoit de vous faire respecter au dedans et au dehors. Nous avons voulu aujourd'hui vous présenter un tableau fidèle de votre situation politique, et donner à l'Europe une haute idée de vos principes. Cette discussion a aussi pour objet particulier de déjouer les intrigues de vos ennemis pour armer contre vous vos alliés, et sur-tout les Cantons Suisses, et les Etats-Unis d'Amérique.

Nous vous proposons à cet égard le décret suivant :

DÉCRET.

La Convention nationale, voulant manifester aux yeux de l'univers les principes qui la dirigent et qui doivent présider aux relations de toutes les sociétés politiques ; voulant en même temps déconcerter les manœuvres perfides employées par ses ennemis pour alarmer sur ses intentions les fidèles alliés de la nation française, les Cantons Suisses et les Etats-Unis d'Amérique ;

Décrète ce qui suit :

Art. I. La Convention nationale déclare, au nom du Peuple français, que la résolution constante de la République est de se montrer terrible envers ses ennemis, généreuse envers ses alliés, juste envers tous les peuples.

II. Les traités qui lient le Peuple français aux Etats-Unis d'Amérique et aux Cantons Suisses, seront fidellement exécutés.

III. Quant aux modifications qui auroient pu être nécessitées par la révolution qui a changé le gouvernement français, ou par les mesures générales et extraordinaires que la République a été obligée de prendre momentanément pour la défense de son indépendance et de sa liberté, la Convention nationale se repose sur la loyauté réciproque et sur l'intérêt commun de la République et de ses alliés.

IV. La Convention nationale enjoint aux citoyens et à tous les fonctionnaires civils et militaires de la République de respecter et faire respecter le territoire de toutes les nations neutres ou alliées.

V. Le comité de salut public est chargé de s'occuper des moyens de resserrer de plus en plus les liens de l'union et de l'amitié entre la République et ses alliés, et notamment les Cantons Suisses et les Etats-Unis d'Amérique.

VI. Dans toutes les discussions sur les objets particuliers de réclamations respectives, il manifestera aux nations amies, et notamment aux Cantons Suisses et aux Etats-Unis d'Amérique, par tous les moyens compatibles avec les circonstances impérieuses où se trouve la République, les sentimens d'équité, de bienveillance et d'estime, dont la nation française est animée envers eux.

VII. Le présent décret et le rapport du comité de salut public seront imprimés et traduits dans toutes les langues, répandus dans toute la République et dans les pays étrangers, pour attester à l'univers les principes de la République française et les attentats de ses ennemis contre la sûreté générale de tous les peuples.

Le décret ci-dessus, proposé par le comité de salut public, a été rendu par la Convention nationale.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.